

La crise sanitaire rythme l'activité économique



Impact de la crise sanitaire

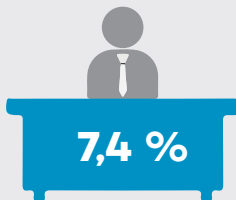
- 1,1 %
soit **- 2 700**

emplois sur les 9
premiers mois de 2020
dans la zone d'emploi de
Rennes



- 3 160

emplois intérimaires
en 1 an
en Ille-et-Vilaine
au 3^e trimestre 2020



7,4 %

Taux de chômage
dans la zone d'emploi
de Rennes
fin septembre 2020

47 %

des demandeurs
d'emploi de
cat. ABC
sont inscrits
depuis plus d'un an



Les mesures sanitaires mises en place depuis une année pour protéger les populations ont conduit à un choc économique d'une ampleur sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale. Elles ont aussi fait passer au second plan les tensions commerciales internationales et le Brexit. En 2020, l'activité a varié en fonction des renforcements et relâchements des contraintes sanitaires. Les mesures de soutien ont, en France, préservé la majeure partie de l'emploi, des revenus et le tissu économique, permettant une très vive reprise de l'activité pendant l'été. Cependant, la deuxième vague du Covid 19 au 4^e trimestre a contraint l'activité. En moyenne, le PIB français s'est donc contracté de 8,3 % en 2020.

Logiquement, les secteurs, dont l'activité est la plus exposée aux mesures sanitaires, sont les plus touchés : hôtellerie-restauration, culture-événementiel, aéronautique, commerce non alimentaire, services aux personnes. Toutefois, toutes les filières ont dû s'adapter à la situation actuelle en restructurant leur organisation, en diminuant leurs effectifs ou en replanifiant leurs investissements.

Les entreprises locales font preuve de résilience. Elles ont réussi à maintenir leurs projets d'investissement, certaines recrutent et d'autres se projettent à l'international notamment dans le secteur numérique. Même si l'incertitude et l'inquiétude sur l'avenir dominent chez les chefs d'entreprise. Ainsi, au-delà des statistiques négatives pour 2020, il apparaît que les entreprises aidées par les institutions publiques ont su

trouver les moyens pour faire face à cette crise. Les filières locales et les fonctions de production demeurent majoritairement préservées dans la plupart des secteurs.

Bien que résiliente, l'aire d'attractivité rennaise n'est toutefois pas épargnée. Le ralentissement se matérialise dans les chiffres de l'économie : 2 680 ont été perdus depuis le 1^{er} confinement, le recours à l'intérim a régressé de 18 % et les embauches ont accusé un recul de 10 % au second semestre. Ce qui a conduit logiquement à une augmentation du chômage de 1,4 point pour atteindre 7,4 %. Mais la situation rennaise ne s'est pas dégradée plus qu'ailleurs. Elle a bénéficié d'un fort rebond de l'emploi au 3^e trimestre avec plus de 4 000 emplois retrouvés. En revanche, certains territoires d'Ille-et-Vilaine plus excentrés des pôles économiques, et certaines populations, sont plus touchés par la diminution de l'activité. Les jeunes, les hommes et les chômeurs de longue durée ont notamment eu davantage de difficultés à trouver un emploi.

L'activité économique de cette année 2021 dépendra donc principalement de la capacité à résoudre la crise sanitaire afin de lever les restrictions qui pèsent sur les entreprises et de la capacité des pouvoirs publics à maintenir le tissu économique actuel au travers des mesures de soutien.

[BAROMÈTRE DE L'ÉCONOMIE]

L'emploi rebondit au 3^e trimestre 2020 : + 1,6 % dans la zone d'emploi de Rennes

La zone d'emploi de Rennes accuse une perte de 2 680 emplois depuis le début de la crise sanitaire et économique. Toutefois, l'économie locale a fortement rebondi au troisième trimestre permettant ainsi de limiter les pertes d'emploi sur un an à 630 salariés (soit - 0,2 % des effectifs totaux).

De manière générale, la Bretagne a été relativement moins touchée par la crise. Les entreprises bretonnes accusent en moyenne une perte de chiffre d'affaires de l'ordre de 4,2 % grâce notamment à la force du secteur agroalimentaire qui a poursuivi sa croissance en 2020. Comparativement, nos voisins ont connu des baisses d'activité plus drastiques : - 9,1 % en Normandie et - 7,8 % en Pays de la Loire en 2020. À l'échelle nationale, le PIB s'est lui contracté de 8,3 %.

En Ille-et-Vilaine, la situation est également contrastée. Les territoires de la zone d'emploi rennaise résistent davantage à la crise et se rapprochent même de leur niveau d'emploi avant le premier confinement. Tandis que les territoires les plus éloignés des pôles économiques sont les plus touchés pour la baisse d'activités.

Les territoires de Fougères, Vitré et Redon ont été proportionnellement plus impactés par la diminution de l'emploi et de l'intérim dans le secteur de la construction, de l'IAA et de l'industrie automobile par exemple. Saint-Malo résiste mieux à la crise, mais son secteur de l'hôtellerie-restauration perd fortement des emplois (- 7 %).

Emploi salarié privé et masse salariale

Territoire	Emploi au 3 ^e Trim. 2020	Évol. trim. de l'emploi	Évol. trim. de l'emploi	Évol. Emploi sur 1 an	Évol. Emploi en % sur 1 an	Évol. Masse salariale % sur 1 an
ZE* de Rennes	253 036	1,6%	3 960	-630	-0,2%	0,3%
Ille-et-Vilaine	323 720	1,8%	5 740	-2 230	-0,7%	-0,2%
Bretagne	834 800	1,9%	15 940	-2 840	-0,3%	0,4%
France entière	18 500 000	1,8%	323 110	-213 800	-1,1%	-2,3%

Source : ACOSS - URSSAF - DARES (Effectifs intérimaires) - Données CVS

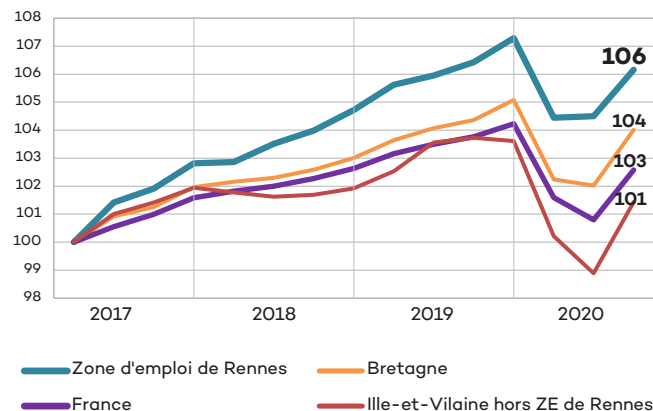
* ZE : Zone d'emploi

Décomposition de l'emploi

Territoire	Emploi au 3 ^e trimestre 2020	Évol. Emploi sur 1 an	Évol. Emploi en % sur 1 an
Ville de Rennes	72 879	-122	-0,2%
Rennes Métropole hors Ville de Rennes	100 479	1 104	1,1%
Aire urbaine hors Rennes Métropole	51 531	189	0,4%
Zone d'emploi hors aire urbaine	15 813	-212	-1,3%
Ille-et-Vilaine hors zone d'emploi	67 054	-579	-0,9%

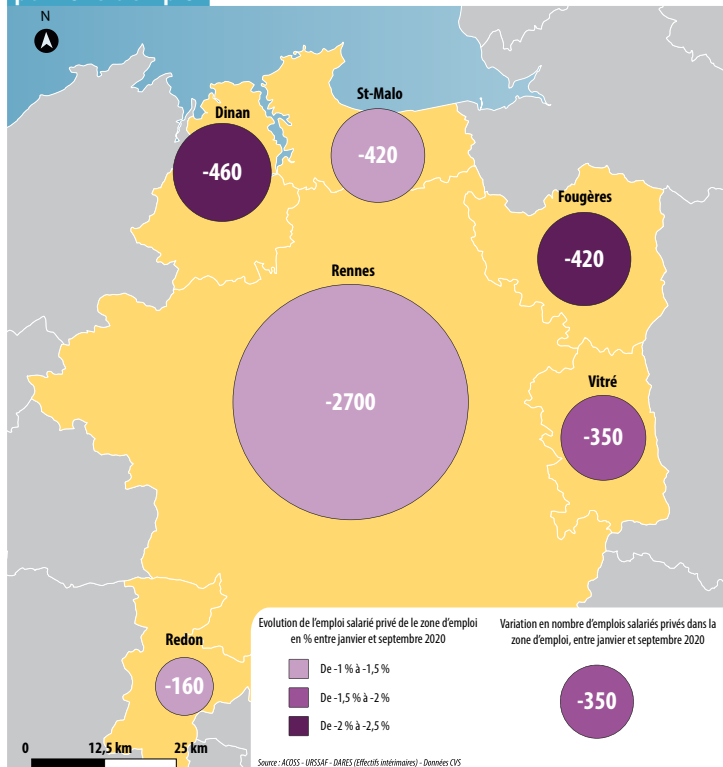
Source : ACOSS - URSSAF (données brutes, hors intérimaires)

Évolution comparée de l'emploi salarié privé (indice 100 au 1^{er} trimestre 2017)



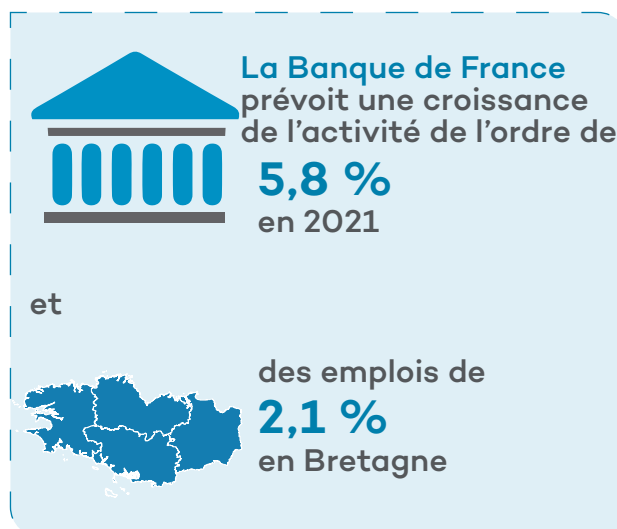
Source : ACOSS - URSSAF, Cellule statistique Bretagne (données CVS). Évolution en glissement annuel

Évolution de l'emploi salarié privé sur les 9 premiers mois de 2020 par zone d'emploi

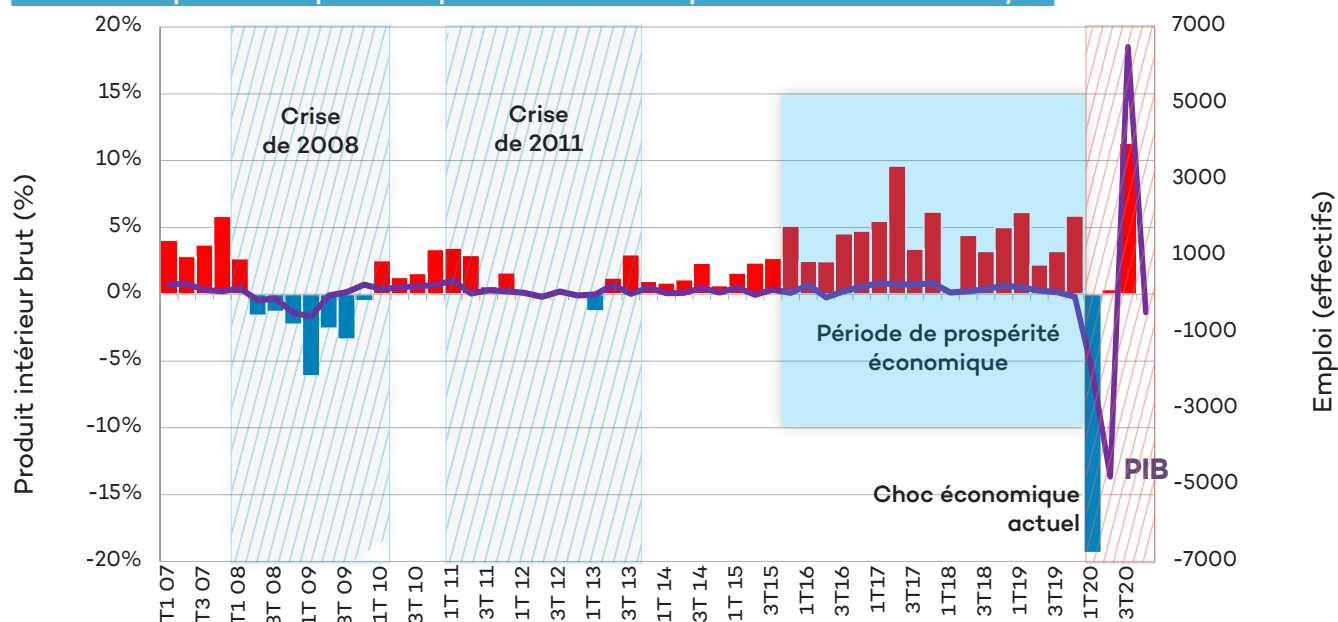


Un impact sans précédent sur l'activité économique

Comparativement aux crises de 2008 et 2011 ou la séquence de forte croissance de 2016 à 2019, l'évolution de l'activité et des emplois que nous avons connu ces derniers mois apparaît comme une véritable déflagration. En effet, à la suite de l'arrêt quasi total de l'économie lors du premier confinement, les emplois intérimaires et les CDD de courtes durées ont été les premiers à subir les conséquences. Les aides massives de l'État et des collectivités locales ont permis de préserver le tissu économique et de favoriser le rebond de l'emploi au troisième trimestre. Bien que le deuxième confinement et les mesures anti-Covid ont contraint fortement certains secteurs et ralenti l'activité au 4^e trimestre, la Banque de France prévoit une croissance de l'activité de l'ordre de 5,8 % en 2021 et des emplois de 2,1 % en Bretagne.



Évolution comparée de l'emploi salarié privé dans la zone d'emploi de Rennes et du PIB français



Source : ACOSS - URSSAF, Cellule statistique Bretagne (données CVS) - Insee (PIB en volume)

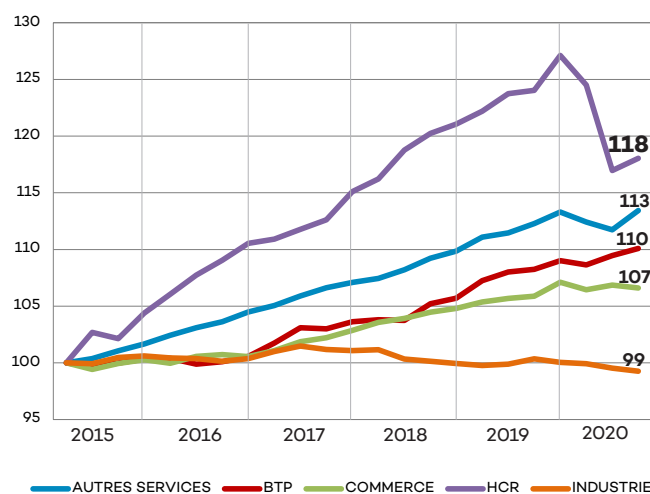
[BAROMÈTRE DE L'ÉCONOMIE]

Les secteurs qui résistent localement le mieux à la crise

Hors intérim, la zone d'emploi rennaise a créé 960 emplois supplémentaires sur un an. Le secteur de la santé humaine et sociale a gagné 400 nouveaux emplois. Les activités financières et d'assurance (+ 325 emplois), la construction (+ 340 emplois) et le numérique (+ 246 emplois) ont également été à l'origine des principaux gains d'emploi.

Sur un an, trois secteurs perdent particulièrement des emplois hors intérim : l'hôtellerie-restauration (- 535), l'industrie automobile (- 512), les services opérationnels comme l'entretien des locaux, la sécurité (- 345) etc. Quant aux industries de l'agroalimentaire et des écoactivités, elles ont maintenu leur niveau d'emploi.

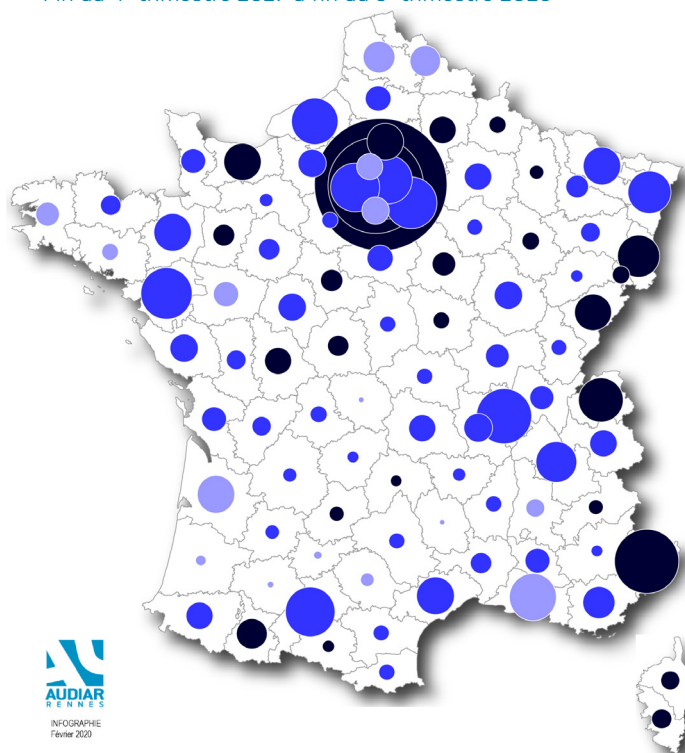
Évolution de l'emploi dans la zone d'emploi de Rennes par secteur d'activité hors intérim
(base 100 au 1^{er} trimestre 2015)



Source : ACOSS - URSSAF, Cellule statistique Bretagne (données CVS).
Évolution en glissement annuel

Évolution de l'emploi salarié privé par département

Fin du 4^e trimestre 2019 à fin du 3^e trimestre 2020



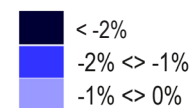
AUDIAR
RENNES
INFOGRAPHIE
Février 2020

Source : ACOSS-URSSAF-DARES - Cellule statistique Bretagne

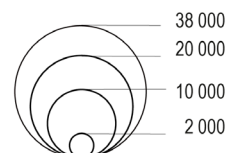
4 200 emplois salariés privés disparus depuis le début de la crise en Ile-et-Vilaine

Depuis le début de la crise sanitaire, l'Ile-et-Vilaine a perdu 4 200 emplois, soit une diminution de 1,3 % de ses salariés privés. Cependant, le département ne fait pas partie des territoires les plus touchés. Parmi les départements qui comptent le plus d'emplois, ce sont : le Nord, la Gironde et le Finistère qui s'en sortent le mieux avec moins de 1 % de diminution de leurs effectifs. Toujours dans ce panel, ce sont les départements des Alpes-Maritimes et de Paris qui ont connu les plus fortes pertes d'emplois (respectivement - 3,4 % et - 2,5 %). La crise actuelle s'étend sur l'ensemble des territoires français. Cependant, les régions du Nord et de l'Est sont proportionnellement plus touchées par la baisse d'activité.

Évolution de l'emploi sur 1 an en effectifs et en pourcentages



Moyenne nationale : -1,6%



L'intérim, contrat le plus impacté par la crise

Première variable d'ajustement avec les contrats courts, l'intérim a connu en quelques jours au mois de mars 2020 une diminution de 38 % de ses effectifs, soit une perte de 6 800 salariés. Puis, au troisième trimestre, l'intérim a rebondi logiquement avec le retour de l'activité, mais reste en retrait de 2 500 emplois comparativement à son plus haut d'avant crise.

Sur un an, l'industrie est le secteur ayant connu la plus forte baisse de son nombre d'intérimaires entre - 15 % pour l'industrie agroalimentaire et - 72 % pour

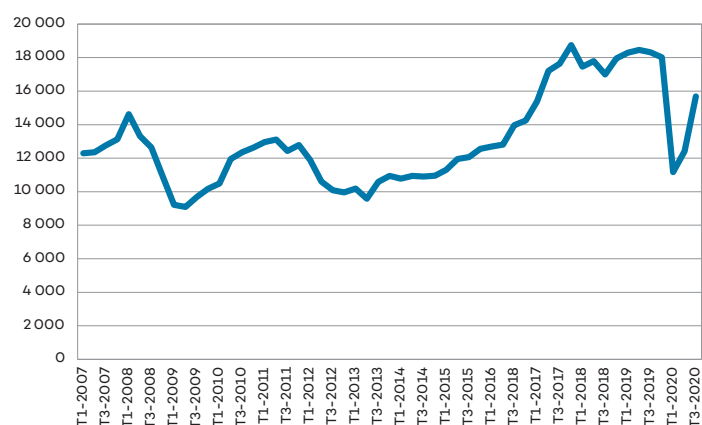
l'industrie automobile. Seules les industries liées aux écoactivités (déchets, énergie et eau...) font exception puisqu'elles ont embauché 6 % d'intérimaires supplémentaires. Le premier secteur employeur, la construction, a aussi diminué son recours à l'intérim (- 14 %). En revanche, les secteurs du commerce de détail et de gros ont vu leur nombre d'intérimaires augmenter de 15 %.

Évolution de l'emploi intérimaire en ETP par secteur d'activité en Ile-et-Vilaine

Secteur d'activité	Effectifs ETP au 3 ^e trimestre 2020	Évol. sur 1 an
Construction	3 001	-14%
Industrie agroalimentaire	2 132	-15%
Transports & logistique	1 908	-4%
Commerce	1 563	15%
Autres industries	1 563	-24%
Services aux entreprises	1 539	-11%
Industrie automobile	512	-72%
Industrie électronique & machinerie	505	-43%
Autres secteurs	456	-17%
Industries écoactivités (eau, énergie, déchets...)	347	6%
Agriculture	94	-34%
Intérim total	14 398	-18%

Source : Pôle Emploi Bretagne/DARES.

Évolution du nombre d'intérimaires (ETP) en Ile-et-Vilaine



Source : Urssaf/DARES.



© Photo : Lenny Juhn

[CHÔMAGE ET DEMANDEURS D'EMPLOI]

Diminution des embauches en contrats longs comparativement à 2019

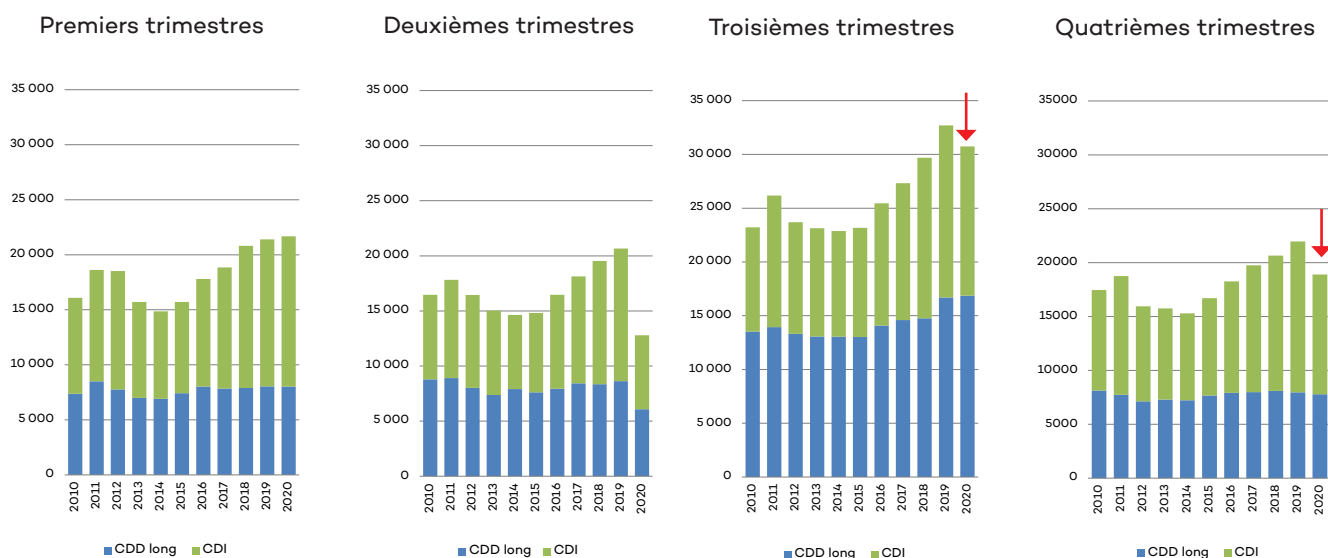
Après la diminution massive des embauches au deuxième trimestre 2020 (- 38 %), les entreprises ont recommencé à recruter au second semestre avec plus de 30 000 embauches au troisième trimestre et près de 19 000 embauches au quatrième. Comparativement à 2019, les embauches sur les deux derniers trimestres de 2020 sont toutefois en retrait de 10 %. Ce sont les CDI qui ont reculé (- 17 %) alors que le niveau d'embauches en CDD long (plus d'un mois) s'est maintenu. En période d'incertitude, les entreprises ont privilégié les contrats à durées déterminées.

- 10 %



de recrutements en contrats longs au second semestre 2020 comparativement à 2019

Déclarations d'embauches en contrats longs par trimestre dans l'aire d'attractivité de Rennes



Source : ACOSS - URSSAF - DPAE de l'aire urbaine de Rennes

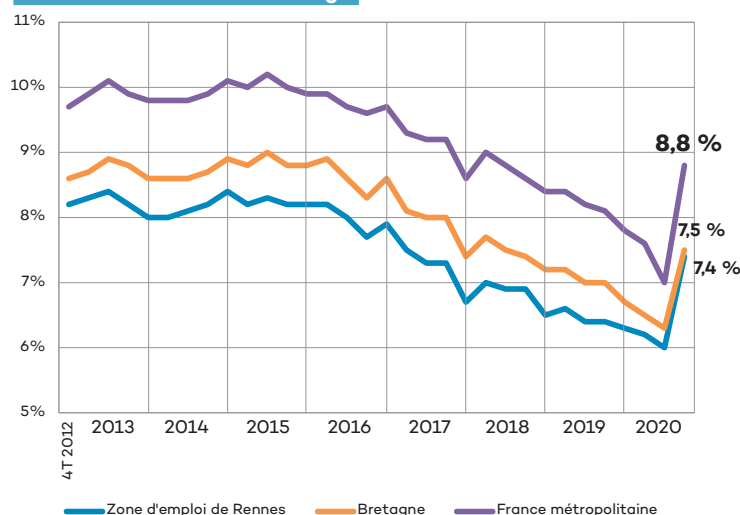
Source : ACOSS - URSSAF - DPAE de l'aire urbaine de Rennes

Augmentation sensible du chômage dans la zone d'emploi rennaise à 7,4 %

La crise économique se traduit par de fortes pertes d'emplois à toutes les échelles. En conséquence, le taux de chômage bondit très fortement aux niveaux local et national. Rennes rattrape le chômage moyen régional, mais demeure parmi les zones d'emploi dont le taux de chômage est le plus bas de l'ensemble des 22 métropoles françaises au même niveau qu'Orléans et proche de Nantes et Grenoble (7,5 %). Montpellier ferme toujours ce classement avec 11,8 % de chômage derrière Marseille et Rouen.

L'Ille-et-Vilaine affiche également un des meilleurs taux de chômage de France (7,2 %). Ses zones d'emplois ont des taux contrastés compris entre 5,3 % pour Vitré et 8,2 % pour Redon. Ces performances et la résistance face à la crise contribuent à ce que la Bretagne conserve le taux de chômage le plus bas des régions françaises à 7,5 %.

Évolution du taux de chômage



Source : INSEE - Taux de chômage localisés (données CVS)

Augmentation de 5,7 % du nombre de demandeurs d'emploi dans la zone d'emploi de Rennes

Après deux années où le nombre de demandeurs d'emploi des catégories ABC est resté stable dans la zone d'emploi de Rennes, il augmente de nouveau à toutes les échelles dans cette situation de crise.

Ce mouvement est composé de deux évolutions contraires, le nombre d'inscrits en catégories B et C a diminué parce que des salariés ont perdu leur contrat en temps partiel du fait de la crise actuelle. Ils se sont alors retrouvés par effet de bascule dans le comptage des catégories A sans emploi. Ce phénomène a toutefois faibli au second semestre avec la reprise de l'activité.

L'augmentation de nombre de chômeurs est de manière générale davantage due à des difficultés de trouver un emploi qu'à une arrivée massive de nouveaux demandeurs d'emploi. En effet, le nombre d'entrées à Pôle Emploi est en recul de 3,2 % en Ille-et-Vilaine en 2020. Dans le même temps, le nombre de sorties de Pôle Emploi s'est contracté de 8,8 % en Ille-et-Vilaine.

Dans la zone d'emploi de Rennes, les évolutions actuelles touchent toutes les catégories de personnes. Cependant, le profil type le plus impacté par la situation actuelle serait un jeune homme de moins de 25 ans qui est inscrit depuis plus d'un an au chômage. En effet, la situation des demandeurs d'emploi de longue durée s'est de nouveau dégradée, la difficulté de trouver un nouvel emploi a touché en premier lieu les jeunes et la diminution de l'intérim dans le milieu industriel local a impacté davantage les hommes.

Comme dans les autres métropoles, la situation des chômeurs de longue durée s'est dégradée en passant dans la zone d'emploi de Rennes de 44 % des demandeurs d'emploi à 47 %.

Évolution des demandeurs d'emploi (DEFM)

Territoires	Catégorie A		Catégories BC		Catégories ABC	
	T4 2020	Évol./ 1 an	T4 2020	Évol./ 1 an	T4 2020	Évol./ 1 an
ZE de Rennes	37 860	11,6%	30 310	-0,8%	68 170	5,7%
Bretagne	154 260	7,6%	118 540	-1,1%	272 800	3,7%
ZE 22 métropoles	1 335 670	10,0%	742 090	-3,5%	2 077 760	5,6%
France métropolitaine	3 639 690	8,0%	2 142 060	-3,0%	5 781 750	4,8%

Source : STMT - Pôle Emploi - DARES (données brutes)

Zoom spécifique

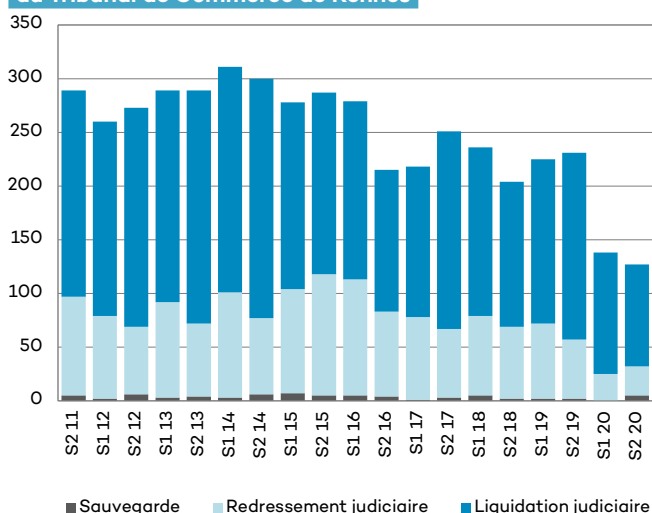
Catégories	Évol. des DEFM sur 1 an des cat. ABC dans la ZE de Rennes
Moins de 25 ans - Hommes	15,30%
Moins de 25 ans - Femmes	2,80%
Inscrits depuis plus d'un an	11,50%
Moyenne de l'ensemble des DEFM	5,70%

Source : STMT - Pôle Emploi - DARES (données brutes)

[ACTIVITÉ ET SANTÉ FINANCIÈRE]

Un nombre de défaillances d'entreprises toujours à son plus bas niveau

Nombre d'ouvertures de procédures collectives au Greffe du Tribunal de Commerce de Rennes



Source: Greffe du tribunal de commerce de Rennes

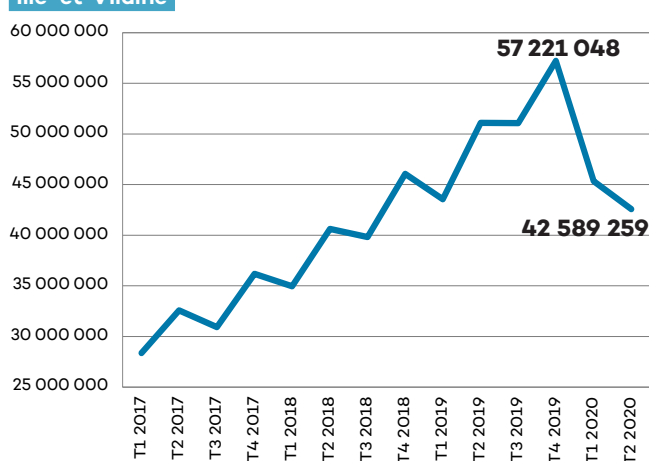
En 2020, le nombre d'ouvertures de procédures collectives a diminué de 42 % en raison de l'importance des aides consacrées à lutter contre les effets économiques de la crise sanitaire. Ainsi, même les entreprises qui durant cette période auraient en temps normal dû être en difficulté sont protégées. Un effet de rattrapage est envisageable lors du retour à la normale.

Des chefs d'entreprise un peu moins pessimistes en fin d'année 2020

Le recul de l'activité économique a été brutal sur le 1^{er} semestre avec la mise à l'arrêt de nombreuses entreprises bretonnes, en particulier les activités de commerces et d'hôtellerie-restauration. À mi-année, l'économie est repartie, mais le reconfinement de fin octobre, certes moins contraint, a, de nouveau, percuté la dynamique. Sur l'ensemble du second semestre, le solde d'opinion des chefs d'entreprise interrogés par la CCI sur l'évolution de leur chiffre d'affaires reprend près de 13 points par rapport au 1^{er} semestre, mais reste cependant très négatif (- 56,4). Près de 7 répondants sur 10 font état d'une activité en baisse sur le 2nd semestre 2020.

- 12 % d'activité pour les autoentrepreneurs

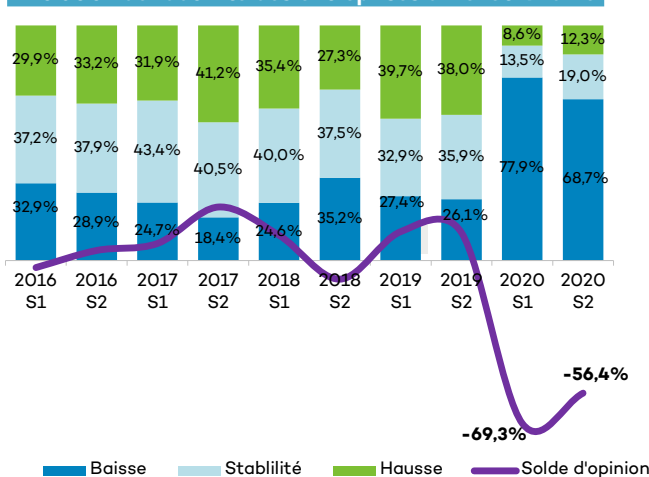
Chiffre d'affaires trimestriel des autoentrepreneurs en Ile-et-Vilaine



Source : ACOSS - URSSAF - DPAE de l'aire urbaine de Rennes

Après une forte augmentation du chiffre d'affaires (+ 24 %) généré par les autoentrepreneurs en 2019 en partie dynamisé par l'élévation des plafonds en 2018 et la régularisation de plusieurs typologies de métiers (ex : livreurs), l'activité des autoentrepreneurs s'est contractée de 14,6 millions d'euros, soit une diminution de 12 % de leur activité.

Évolution de l'activité des entreprises d'Ile-et-Vilaine



Source : Observatoire économique de la CCI d'Ile-et-Vilaine

[MESURES DE SOUTIEN À L'ÉCONOMIE]

Plus de 2,7 milliards d'euros ont été injectés dans l'économie breillienne depuis mars 2020

Ces aides ont pris la forme de prêts, d'aides directes ou de maintien des salariés dans l'emploi grâce à l'activité partielle. Au pire de la crise, 140 000 salariés ont été indemnisés, ce qui représente 43 % des effectifs salariés privés d'Ille-et-Vilaine. En novembre, ils étaient 34 000 à en bénéficier.

Premier levier en valeur (2,2 milliards), les Prêts garantis par l'État (PGE) ont été très sollicités au plus dur de la crise. Au second semestre, le recours a diminué parce que d'une part l'économie est repartie et d'autre part les entreprises n'avaient pas de manière générale consommé toute leur enveloppe.

À l'inverse, les montants du Fonds de solidarité pour les entreprises de l'État et de la Région Bretagne augmentent en puissance à partir du 2^e confinement et du renforcement des mesures sanitaires. 162 millions d'euros répartis en 77 000 versements ont aidé principalement les petites entreprises, micro-entrepreneurs, indépendants et professions libérales en Ille-et-Vilaine depuis le début de la crise.

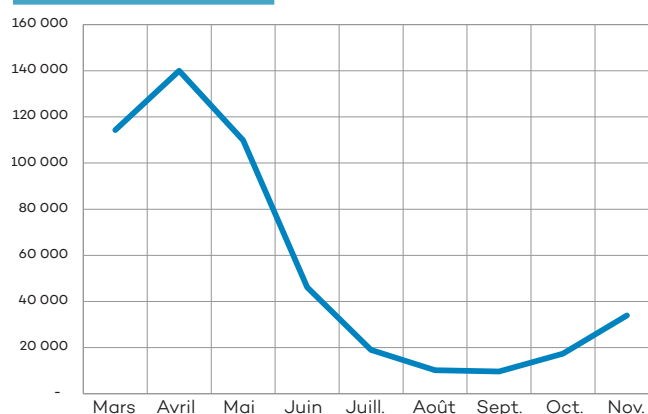
À ces trois principales mesures, on peut ajouter le report des cotisations Urssaf (1,3 milliard d'euros), les aides du CPSTI pour les travailleurs indépendants (18 millions d'euros) dans les secteurs du commerce, de l'hôtellerie-restauration et de la construction principalement, et les indemnités pour les emplois à domicile (7 millions d'euros).

Dans le cadre du plan France Relance, l'État finance de nombreux projets d'investissements dans des domaines variés (ESR, industrie textile, aéronautique...) et a mis en place une baisse des impôts de production qui représente 379 millions d'euros en Bretagne.

La Région Bretagne a également créé un fonds Covid-Résistance doté de 27,5 millions d'euros et cofinancé par les intercommunalités bretonnes, les départements et la Banque des Territoires.

Localement, Rennes Métropole a adopté en mai 2020 un plan d'urgence de 6,5 millions d'euros pour venir en aide aux entreprises et commerces du territoire. Ce plan est complété en octobre 2020 pour atteindre 10 millions d'euros.

Effectifs indemnisés en activité partielle en Ille-et-Vilaine en 2020



Source : DARES

Montants des PGE attribués en Ille-et-Vilaine



Source : Ministère de l'Economie

Montants des aides du Fonds de Solidarité des entreprises en Ille-et-Vilaine



Source : Direction générale des finances publiques (DGFIP)

[LA VIE DES ENTREPRISES]

Cette note livre une synthèse des faits marquants de l'actualité économique locale, parus dans la presse durant le semestre. L'analyse ne prétend pas à l'exhaustivité ; il s'agit d'une sélection d'informations. Le commerce et les activités d'hébergement-restauration ne sont pas traités dans cette veille.



Recherche & Développement

Go capital (St-Jacques-de-la-Lande) 18 salariés

Crée deux nouveaux fonds d'investissement de 60 et 70 millions d'euros et dont le ticket moyen sera de 2 millions. Ils seront actifs à partir d'avril 2021.

Leocare (Rennes) 35 salariés

Après 2,2 millions d'euros levés en 2020, la néoassurance lève 20 millions d'euros en 2021 dont 15 millions d'euros en equity auprès de l'anglais Felix Capital et des fonds de capital-risque français Ventech et Daphni, et 5 millions d'euros en emprunt auprès de Bpifrance et un pool bancaire.

Sekoia (Cesson-Sévigné) 35 salariés

L'expert en cyber sécurité a levé 10 millions d'euros en 2020.

Déméta (Rennes) 15 salariés

Le spécialiste de la chimie verte a levé 4,8 millions d'euros pour l'industrialisation de matériaux de haute performance, à faible empreinte carbone.

SurfactGreen (Rennes) 12 salariés

La start-up collecte 4,7 millions d'euros pour accélérer la commercialisation de ses tensioactifs biosourcés

Energy Observer Developments (St-Malo) 17 salariés

EODev a collecté 20 millions d'euros pour accélérer l'industrialisation et la commercialisation des technologies à l'hydrogène.

H2X Ecosystems (St-Malo) 30 salariés

Le spécialiste de l'hydrogène a levé 3,2 millions d'euros.

Financement des entreprises : le montant des levées de fonds demeure à un niveau élevé, bien qu'il soit en recul de 32 % par rapport à 2019

Malgré le contexte actuel, les entreprises rennaises ont réussi à lever des fonds en 2020. 80 millions d'euros ont été levés par les startups rennaises et malouines, selon la French Tech, contre 118 millions en 2019, un montant équivalent de 83 millions d'euros a été annoncé par Nantes Développement.



Écoactivités

Émeraude Solaire (St-Malo) 48 salariés

Le spécialiste de l'installation de panneaux photovoltaïques a vu son activité augmenter de 14 % en 2020 et compte recruter afin de satisfaire un carnet de commandes plein et en hausse en 2021.

WeNow (Rennes)

Le spécialiste de l'éco-conduite WeNow multiplie les contrats. Le Rennais a signé six nouveaux contrats au second semestre 2020. L'entreprise innovante développe un boîtier connecté permettant de limiter l'impact pollution des flottes d'automobiles d'entreprises en coachant les conducteurs à l'éco-conduite. La greentech avait levé 1,3 million d'euros début 2020.

Mobility Tech Green (Rennes) 47 salariés

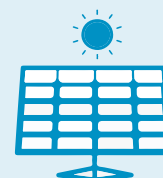
Leader européen sur le marché de l'autopartage connecté pour les entreprises et les collectivités, la start-up rennaise poursuit son déploiement à l'international. Après la Suisse, la Belgique et le Luxembourg, la PME s'implante au Royaume-Uni.

Romi Recyclage (Romagné) 25 salariés

L'entreprise rennaise s'implante à Romagné. Elle collecte, traite et recycle les déchets industriels : les ferrailles, les cartons, les papiers, les déchets verts...

Un secteur moins impacté par la crise économique

La crise actuelle n'a pas remis en question les problématiques environnementales auxquelles s'adresse le secteur. L'écosystème demeure préservé et en croissance à l'image des nombreuses levées de fonds en chimie verte et en développement d'énergie hydrogène et à la croissance de ces entreprises à l'échelle nationale et internationale.



Numérique

Développement international

Ariadnext (Rennes) 40 salariés

Ouvre un centre en Roumanie, 100 emplois y sont prévus. L'entreprise intervient dans la vérification digitale des pièces d'identité et autres documents, elle complète son service par une vérification manuelle. L'entreprise est aussi installée à Paris, Madrid et Varsovie en Pologne. Adraidnext va aussi recruter à Rennes.

Steeple (Rennes) 15 salariés

La start-up spécialiste en outil de communication interne a poursuivi sa croissance en 2020 (+ 42 % de chiffre d'affaires). Après la fermeture de son bureau canadien à cause de la crise sanitaire, l'entreprise s'est déployée en Espagne.

Klaxoon (Cesson-Sévigné) 180 salariés

Annonce plus de 100 recrutements en 2021. Rennes, son siège social, concentrera les deux tiers des nouveaux salariés. L'objectif de l'entreprise est de répondre à l'augmentation de son activité et accélérer à l'international.

La cybersécurité poursuit son développement et recrute

Cailabs (Rennes) 43 salariés

Leader mondial des mises en forme de la lumière, signe plusieurs contrats de distribution en Asie.

Jobdating cyber

Le secteur de la cybersécurité poursuit ses recrutements : Acceis, Diateam (4 offres), Glimps, Icodia (3 offres), Rubycat (1 offre), Wallix (4 offres), mais aussi Alten (5 offres), Niji (4 postes), Orange Cyberdéfense (25 postes), Squad (15 postes) et Synacktiv (16 offres).

NGE immobilier (ZAC Via Silva - Rennes)

Va construire à Rennes un immeuble cybersécurité de 7 600 m² pour un investissement de 20 millions d'euros. Cette Cyberplace accueillera des entreprises innovantes qui ont besoin d'un espace très sécurisé contre les intrusions numériques.

Sekoia et Wallix (Cesson-Sévigné et Rennes)

Récompensées pour leur projet de R&D en cybersécurité. Elles reçoivent respectivement 1 000 000 et 900 000 euros d'aides de l'État.

Entreprise en restructuration

Enensys Technologies (Cesson-Sévigné) 90 salariés

L'entreprise, qui crée des solutions et systèmes pour la diffusion vidéo numérique, a été placée en procédure de sauvegarde depuis novembre 2020. Elle a vu son chiffre d'affaires diminuer de 19 % l'année dernière. Ses effectifs se sont également réduits à 90 salariés. L'entreprise prévoit de retrouver la rentabilité en 2021 après avoir fait des efforts de restructuration et grâce au dynamisme du marché américain.

Technicolor (Cesson-Sévigné) 286 salariés

La restructuration amorcée avant la crise, notamment par la vente de l'activité de recherche et développement en 2019, se poursuit : la suppression de 102 postes sur les 286 que compte le site a été actée.

Investissement

Syrlinks (Cesson-Sévigné) 100 salariés

Son projet d'investissement pour renforcer ses moyens en radiocommunication a été retenu par le fonds de soutien à la modernisation et à la diversification de la filière aéronautique dans le cadre du plan de relance.

BlueKanGo (Rennes et Cesson-Sévigné) 75 salariés

L'éditeur de logiciels de management construit un bâtiment de 2 250 m² dimensionné pour accueillir 250 salariés à Cesson-Sévigné et projette le recrutement de 70 nouvelles recrues en 2021.

L'écosystème poursuit ses projets de développement, malgré un recours au recrutement plus modéré

Même si certaines entreprises connaissent des difficultés, l'écosystème résiste à la crise. C'est un des secteurs les moins impactés par la crise en termes d'emploi et d'activité sur le territoire rennais.

Le développement à l'international ne s'est pas enrayé. Les entreprises du numérique sont toujours nombreuses à opter pour une internationalisation qui intervient souvent très tôt au cours de leur vie.

Le numérique est un secteur relativement large qui comprend aussi les activités de cybersécurité en fort développement dans l'écosystème local. Certaines entreprises positionnées sur le marketing (ex: Médiaveille) ou l'édition de logiciel collaboratif (Klaxoon) accélèrent leur développement grâce au développement des pratiques digitales.



Photo : Florian Cario



Industrie

Industrie de la santé

NG Biotech (Guipry) 75 salariés

NG Biotech et Albéa s'associent pour l'industrialisation de nouveaux tests de diagnostic rapide. Les premières industrialisations ont eu lieu avec succès fin décembre et la production s'accélère début 2021.

BioMérieux (Combourg) 210 salariés

Le groupe lyonnais a prévu un plan sur trois ans de modernisation et d'investissement pour développer son site de Combourg avec notamment deux nouveaux laboratoires.

Industrie du textile

Les Ateliers de Vitré (Vitré) 115 salariés

Le sous-traitant de l'industrie du luxe va bénéficier d'une subvention de 750 000 euros sur un projet d'investissement de plus de 1,3 million d'euros dans le cadre du plan de relance de l'État.

3D-TEX (St-Malo)

La start-up investit 2,6 millions dans une usine de fabrication textile à partir d'impression 3D.

Pôle d'excellence industriel rennais

Eiffage Immobilier (Rennes)

Va investir plusieurs dizaines de millions d'euros dans le renouvellement de la zone industrielle de la Janais avec notamment 40 000 m² de locaux clés en main à partir de 2022 pour de futures activités industrielles dans les nouvelles mobilités et l'habitat durable. Le groupe détiendra à terme 96 000 m² de locaux industriels sur le site de la Janais.

Industrie du matériel de transport

SNCF Technicentre industriel - 380 salariés

Le groupe signe un bail long terme pour ses locaux de la Janais et pérennise ainsi son activité de rénovation des rames de trains.

Industrie aérospace

Stirweld (St-Grégoire) 13 salariés

Cette jeune société est issue d'un transfert de technologies de l'Institut Maupertuis et de l'ENS à Rennes. Stirweld a levé 2 millions d'euros. L'entreprise a breveté une solution de soudage par friction et malaxage, une technologie utilisée dans le futur lanceur Ariane 6.

Un tissu industriel globalement préservé

Le secteur de l'industrie n'a pas été touché uniformément par la crise économique, certaines activités ont dû se séparer d'un nombre d'important d'emplois intérimaires. Cependant, les projets de développements sur le territoire n'ont globalement pas été remis en cause que ce soit dans l'industrie de la santé, du textile ou de l'agroalimentaire. Le tissu industriel demeure, pour le moment, préservé.



Photo : Howard Bouchereau



Agroalimentaire

Comptoir de Bretagne (Pacé) 70 collaborateurs

Spécialisé dans la fourniture de matériels pour la restauration professionnelle, Comptoir de Bretagne investit et double sa surface de stockage et de bureaux, malgré une baisse de 20 % de son chiffre d'affaires en 2020.

Coreff

La brasserie achète un ensemble immobilier dans la ZAC quartier des Sevaillais à Liffre pour la logistique mais aussi la production de bières.

Groupe Le Duff (Rennes, Servon-sur-Vilaine) 1 000 salariés

La création de l'usine à 250 millions d'euros est maintenue. L'entreprise prévoit sur une ouverture des premières lignes début 2024. À terme le site doit embaucher 500 salariés.

Malgré la crise sanitaire et le Brexit, le secteur ne remet pas en cause son développement

Une situation en demi-teinte. Le secteur est certes un amortisseur économique de la crise actuelle compte tenu de ses performances, mais la crise sanitaire imposant la fermeture des bars et des restaurants réduit de fait une partie significative de ses débouchés.





Agroalimentaire (suite)

Lahaye Global Logistics (Vern-sur-Seiche, Ételles et Brécé) 500 salariés

L'entreprise a racheté l'entreprise Stt Froid pour transporter des produits frais alimentaires à destination des anglais. Elle compte ainsi doubler son chiffre d'affaires dans les prochaines années et se développer en Europe.

France Culinaire Développement (St-Gilles) 70 salariés

Le groupe bretonnien Ydeo, via sa filiale France Culinaire Développement spécialisée dans la conception et la fabrication de spécialités aromatiques et de mélanges fonctionnels, annonce le rachat du fonds de commerce Mix ingrédients. Le rachat va renforcer significativement sa position sur le marché de l'agroalimentaire en France et en Europe (Angleterre, Bénélux, Espagne, Hongrie...).

Leg'alim (Comboultillé)

La Région Bretagne, Rennes Métropole et Fougères Agglomération accompagnent son projet innovant moyennant une aide de 493 000 euros. Leg'alim a pour but d'industrialiser et de commercialiser de nouveaux produits alimentaires issus d'élevages dont les animaux seront nourris de légumineuses à graines, comme le pois ou la féverole.

Invert Robotics (Le Rheu)

La start-up Invert Robotics, née en Nouvelle-Zélande, a choisi Le Rheu pour son implantation en France. Spécialisée dans l'inspection des équipements agroalimentaires par robots escaladeurs, elle compte se développer maintenant sur toute la France et en Europe du Sud.

Mytilimer (Cancale) 125 salariés

Le conchyliculteur investit dans une nouvelle usine de 10 000 m² qui sera opérationnelle en 2022.

De plus, le Brexit ajoute des coûts et de la complexité à la chaîne logistique. En Bretagne, le chiffre d'affaires des IAA a augmenté de 2,8 % en 2020 selon la Chambre régionale d'agriculture et les effectifs se sont maintenus. Le secteur s'adapte et poursuit ses projets et investissements.



Photo : Paul Einerhand



Industrie automobile

Groupe PSA - Stellantis (Usine La Janais - Chartres-de-Bretagne) 3 000 salariés (1 600 sur site d'après France 3)

Au second semestre 2020, l'usine interrompt le fonctionnement de son équipe de nuit. 500 emplois d'intérimaires n'ont pas été reconduits en novembre.

La difficulté mondiale d'approvisionnement de semi-conducteurs et plus largement de pièces électroniques touche aussi l'usine de la Janais qui a dû arrêter sa production au cours du mois de mars 2021.

Contitech (Rennes) 360 salariés

L'usine fabrique des pièces en matériaux polymères conçues pour atténuer les vibrations du moteur sur un véhicule pour le Groupe PSA et BMW, notamment à destination de moteurs électriques dont le développement se poursuit.

Coretec (St-Aubin-du-Cormier) 91 salariés

L'entreprise qui conçoit et fabrique des sous-ensembles pour les futures lignes de montage dans l'automobile lève 8 millions d'euros en 2020 pour créer des emplois de commerciaux et d'ingénieurs afin de répondre à un nombre plus élevé de constructeurs et équipementiers de rang un.

La demande de voitures s'est fortement contractée en 2020

Localement, le secteur automobile est très impacté par la crise et a dû se séparer de plus de 500 intérimaires. Les immatriculations de véhicules neufs de particuliers ont baissé de 25 % en 2020 en France. Cette tendance est similaire en Europe. Concernant le Groupe PSA installé dans le bassin rennais, sa récente fusion avec le Groupe Fiat l'a hissé au 4^e rang mondial pour son volume de ventes sous le nom de Stellantis.



Incertitudes sur l'activité en 2021

Le secteur de la construction a été le plus rapide à retrouver un haut niveau d'activité après le premier confinement. Toutefois, il a perdu 15 % de ses emplois intérimaires et la Fédération française du bâtiment (FFB) tire la sonnette d'alarme :

« Les permis de construire de logements neufs ont chuté de 14,7 % en 2020 et pourraient encore se contracter de 9,1 % cette année. Même constat pour les mises en chantier, susceptibles d'enchaîner sur une baisse de 12,5 %, après - 6,8 %. Les professionnels craignent à présent de subir le contrecoup d'un durcissement des prêts immobiliers et de l'introduction de nouvelles obligations, notamment environnementales. »

Selon l'observatoire de l'habitat de l'Audiar, localement les situations sont contrastées selon l'avancement des projets et selon la nature des territoires.

Les permis de construire (PC) de logements neufs autorisés sont en diminution de 17 % dans l'aire urbaine de Rennes et de 15 % en France en 2020 comparativement à 2019. Cette moyenne cache des dynamiques opposées. Les PC autorisés sont en replis de 14 % dans la ville de Rennes et de 38 % dans Rennes Métropole hors ville de Rennes, mais ils augmentent de 24 % dans le reste de l'aire urbaine.

Quant aux mises en chantier, elles ont diminué de 1 % localement et de 7 % en France. Une nouvelle fois,

l'évolution moyenne est composée de dynamiques très contrastées. Grâce à un redémarrage très fort et très rapide des entreprises de la construction après le premier confinement, la ville-centre affiche une progression de ses mises en chantier de l'ordre de 25 %. En revanche, Rennes Métropole hors Rennes et le reste de l'aire urbaine ont vu leurs mises en chantier diminuer respectivement de 1 % et 23 %.

Au vu du nombre de permis de construire autorisés dans Rennes Métropole l'année dernière, 2021 verra les mises en chantier mécaniquement baisser... surtout du côté des logements collectifs. Les projets chez les opérateurs se tarissent. Ce processus de rétractation de l'offre commerciale (collectif et individuel groupé) était déjà à l'œuvre avant la crise Covid, mais il est largement amplifié par celle-ci.

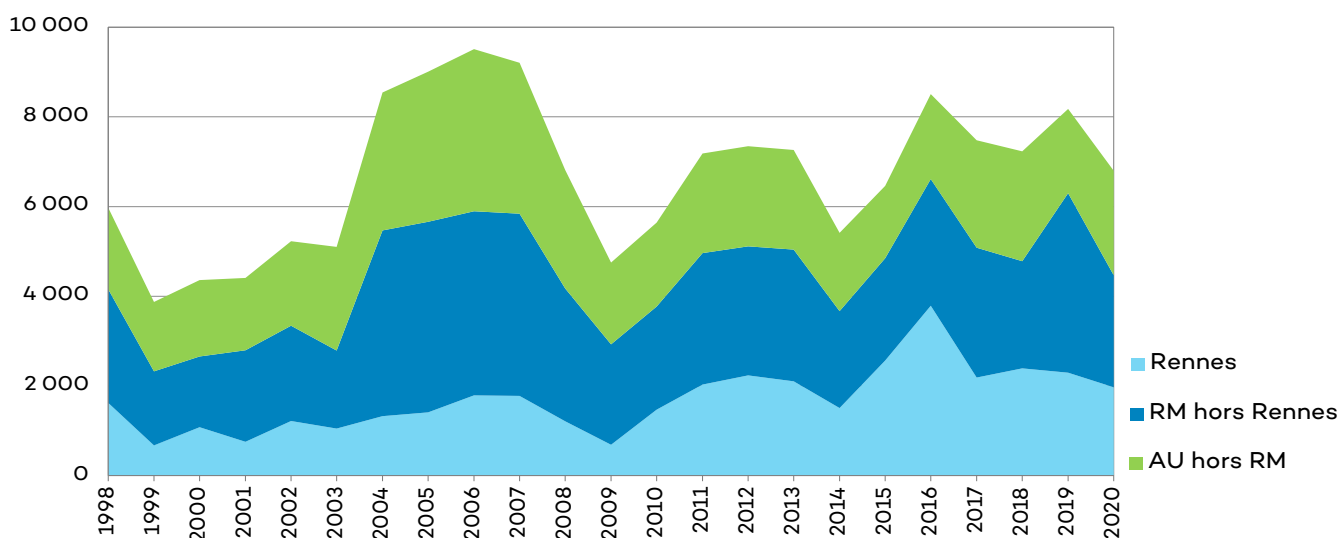
Enfin, la filière est face à de nombreux défis à relever comme les nouvelles obligations, notamment environnementales (norme RE 2020), l'accès aux matières premières, la baisse des recettes des organismes HLM, la capacité des ménages à acheter (ou investir) demain dans un contexte de crise économique et sociale et la hausse du coût de construction (foncier, matières premières, main d'œuvre et honoraires etc.).



EN SAVOIR PLUS

Retrouver régulièrement toutes nos publications et données statistiques concernant l'habitat en suivant les liens : <https://obs-habitat.audiar.org/>
<https://www.audiar.org/publication/demographie-et-habitat/habitat>

Nombre de logements autorisés dans l'aire urbaine de Rennes



Source : Sit@del 2 - Données en date de prise en compte - Traitements Audiar



Champs Libres (Rennes)

Ont décidé de produire davantage du contenu numérique. L'exposition « Face au mur » et le festival littéraire « Jardins d'hiver » par exemple ont été accessibles sur internet.

Les Trans musicales (Rennes)

Le festival s'adapte en filmant les concerts et en les diffusant sur internet.

Clair Obscur (Rennes)

Le cinéma s'adapte aussi en proposant le festival Travelling en ligne puisque les salles obscures sont fermées.

TNB (Rennes)

Depuis novembre, le TNB a proposé des actions culturelles pour 2 800 élèves et jeunes en insertion et des « lives » sur Facebook.

Spectaculaire (St-Thurial)

L'entreprise connue pour ses mises en lumière de grands édifices prépare un Tro Breizh des villes et villages pour cet été en espérant une levée des restrictions.

Un secteur à l'arrêt : seules les activités numériques continuent

Les mesures de restriction des activités culturelles confrontent le secteur à une crise majeure. Parcs de loisirs, discothèques, festivals, arts de la scène, concerts, activités sportives, cinémas... sont fermés et beaucoup d'incertitudes demeurent quant à l'horizon d'ouverture.

Toutefois, la culture s'adapte en proposant de nombreuses alternatives en extérieur ou en ligne, mais seules les activités virtuelles ont continué de se développer : jeu vidéo, visite virtuelle, animation 3D, réalité virtuelle, etc.



Photo : Pien Müller

SOURCE DES DONNÉES

ACOSS-URSSAF

Le champ de l'URSSAF couvre l'ensemble des cotisants exerçant leur activité en France (Métropole et Dom) dans le secteur concurrentiel, qui comprend tous les secteurs d'activité économique sauf les administrations publiques, l'éducation non marchande (établissements d'enseignement relevant de l'État ou des collectivités locales), la santé non marchande et l'emploi par les ménages de salariés à domicile.

Il est très proche de ceux de l'UNEDIC (hors grandes entreprises nationales) et de l'INSEE (qui inclut l'emploi à domicile). Pour le secteur de l'agriculture, la branche du recouvrement n'a qu'une couverture marginale par rapport à la Mutualité Sociale Agricole (MSA). Cette dernière est présente également dans le domaine des industries agroalimentaires (IAA), du commerce de gros et des services financiers, pour lesquels la couverture des URSSAF n'est donc pas totale.

Emploi salarié privé. Les effectifs salariés diffusés correspondent au nombre de salariés inscrits au dernier jour de la période renseignée dans le bordereau de cotisations (BRC), et la Déclaration sociale nominative (DSN) qui, depuis mars 2015, se substitue progressivement au BRC. Chaque salarié compte pour un, quel que soit son temps de travail.

Masse salariale. L'ensemble des rémunérations sur lesquelles repose le calcul des cotisations des assurances sociales, des accidents du travail et des allocations familiales.

Embauches de plus d'un mois. CDI et CDD de plus d'un mois (31 jours). La déclaration préalable à l'embauche (DPAE) recense les intentions d'embauches de tout salarié, quelles que soient la nature et la durée du contrat.

DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (DEFM)

La DARES et Pôle emploi présentent à des fins d'analyse statistique les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fonction des catégories suivantes :

- **catégorie A :** demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- **catégorie B :** demandeurs tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
- **catégorie C :** demandeurs ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 heures au cours du mois) ;
- **catégorie D :** demandeurs non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;
- **catégorie E :** demandeurs non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE RENNES

Les défaillances d'entreprises correspondent à l'ouverture d'une procédure collective selon les perspectives de poursuite d'activité de l'entreprise et les pouvoirs du dirigeant.

La sauvegarde. L'entreprise n'est pas en état de cessation de paiements, mais ne peut surmonter seule ses difficultés. Le tribunal va mettre en place un plan de sauvegarde facilitant la réorganisation de l'entreprise.

Le redressement judiciaire. L'entreprise est en état de cessation de paiements et n'est plus en mesure de payer ses dettes courantes. Le tribunal va mettre en place un plan destiné à poursuivre l'activité, maintenir l'emploi et apurer le passif.

La liquidation judiciaire. L'entreprise est en état de cessation de paiements et n'est plus en mesure de payer ses dettes courantes, de plus, son redressement est manifestement impossible. Le tribunal va liquider l'entreprise (activité arrêtée et actifs liquidés).

Le ressort territorial du Greffe du Tribunal de commerce de Rennes comprend l'aire métropolitaine de Rennes et les territoires de Vitré, Fougères et Redon. Le reste du département est couvert par le Greffe du Tribunal de commerce de Saint-Malo.

PÉRIMÈTRES D'ÉTUDE

- Rennes Métropole
- Aire d'attraction 2020 de Rennes
- Zone d'emploi 2020 de Rennes
- Ille-et-Vilaine



Contacts

Christophe Le Page, Hélène Rasneur
(Audiar)

Christine Guémené (Cellule statistique
URSSAF Bretagne)

Composition de la cellule de veille

Pilote :

Dominique CHUFFART, Union des entreprises
pour l'Ille-et-Vilaine

Membres : APEC, APECITA, C.E.E.I. Créativ, CCI Ille-et-Vilaine, Chambre d'Agriculture de Bretagne, Fédération Française du Bâtiment en Ille-et-Vilaine, Fédération Syntec, Fondation Rennes 1, Insee Bretagne, Pôle Emploi - DR Bretagne, Randstad, Syndex, Union Régionale des Scop de l'Ouest, URSSAF